



## LE NICARAGUA POSSIBLE

Managua, 16 mars.— Malgré les signes évidents d'un approfondissement implacable de la misère, Antonio Lacayo, ministre de la présidence, ne croit pas à une explosion sociale. Tandis que la Direction nationale du FSLN a rencontré le gouvernement pour tenter, encore une fois, d'infléchir sa politique, le mécontentement grandit dans les secteurs organisés de la population. C'est sans doute pourquoi A. Lacayo fait plus que jamais référence à la Révolution.

Au cours du forum *Le Nicaragua possible*, organisé pour la seconde année consécutive par l'Université nationale et auquel étaient conviés le gouvernement et toutes les forces politiques, sociales et économiques, chacun a exposé sa vision d'un projet national. Antonio Lacayo a expliqué celui du gouvernement dont les maîtres mots sont pluralisme, économie mixte, réconciliation, concertation, démocratie et progrès, mais aussi *trêve sociale et travail* ("Il faut travailler de l'aube à l'aube"). Il s'en est pris à droite à ceux qui, comme Alfredo Cesar, "croient que la solution viendra de l'étranger", qui "rencontrent des généraux étatsuniens car cela leur fait gagner des points en politique, mais refusent de se réunir avec nos militaires, car cela leur en ferait perdre". Faisant également allusion à Aleman et Godoy, il n'a pas hésité à affirmer: "Ils pensent que les élections de 96 vont se décider à Miami ou à Washington, oubliant qu'il y a eu en 79 une révolution justement pour sauvegarder notre di-

gnité et notre souveraineté nationale". Sur sa gauche, il a attaqué le Front national des travailleurs (FNT) qui a récemment appelé à rompre la trêve. "D'autres ont décidé de chercher l'apaisement dans la drogue de l'hyperinflation; ils déclarent que la trêve est terminée et que maintenant il va falloir offrir de meilleurs salaires, le plein emploi et la gratuité de la santé et de l'enseignement". Malgré tout, selon lui, personne ne cherche à renverser le gouvernement. Il n'y aura pas d'explosion sociale car le peuple fait preuve d'une "grande maturité collective" ("Ce n'est pas pour rien qu'il y a eu une révolution") et pour la première fois les Nicaraguayens ont la possibilité de sentir qu'ils font partie de la même nation.

Il est vrai que personne ne donne l'impression de vouloir faire tomber le gouvernement et par ailleurs un sondage récent <sup>(1)</sup> montre que le discours gouvernemental sur ses "réussites" a un effet certain sur une opinion publique qui oublie sa misère grandissante face à quelques progrès ma-

### SOMMAIRE

LE NICARAGUA POSSIBLE

OCOTAL : UN MELANGE EXPLOSIF

POURQUOI NOUS NOUS SOMMES UNIS

ONZE ANS D'APPRENTISSAGE

CONTRE LA MISERE ET LE MACHISME

LES OUVRIERES AGRICOLES EN ASSEMBLEE

ATTENTAT CONTRE LA RADIO DE RIO SAN JUAN

LES MILITANTS DES DROITS HUMAINS FONT LE BILAN

TAIWAN AU PAYS DES MERVEILLES

GUATEMALA : LES DROITS HUMAINS TOUJOURS BAFOUES

PANAMA : LES INDIGENES LUTTENT POUR LEURS TERRES

UN MONUMENT AUX VICTIMES DE LA CONQUETE

L'ALTERNATIVE AU NEO-LIBERALISME

NEO-LIBERALISME ET DECADENCE DES BOURGEOISIES NATIONALES

EN BREF

40 P 11481



cro-économiques dont les bénéfiques vont à une minorité. Pourtant, la famine s'étend dans le nord de la zone du Pacifique où la culture du coton est en crise et où, selon un reportage de Barricada, nombreux sont les paysans qui ne mangent plus que des tortillas et des racines.

Une réunion entre A. Lacayo et la direction du FSLN a permis à cette dernière de demander des mesures d'urgence en faveur des secteurs les plus touchés, les paysans affectés par la sécheresse, les paysans sans terre, les démobilisés de la contra et de l'armée et les chômeurs. Les dirigeants sandinistes en effet ne sont pas convaincus qu'une explosion sociale soit impossible. Certains secteurs n'ont apparemment pas l'intention de se laisser faire. Le FNT a appelé à rompre la trêve sociale et a refusé de participer au forum *Le Nicaragua possible*, qu'il a qualifié d'immoral, cynique et démagogique. "Au cours de ces deux jours utilisés à parler du Nicaragua possible, 46 enfants de moins d'un an vont mourir de dénutrition ou par manque de médicaments et plusieurs entreprises vont fermer, jetant des milliers de personnes au chômage". Un séminaire qui a réuni des syndicalistes de base du FNT et des principaux syndicats de droite a permis de constater un net rapprochement des positions en ce qui concerne les mesures gouvernementales.

face à un gouvernement qui, s'il parle abondamment de révolution, de nation et de relance, n'en applique pas moins de façon brutale les mesures néo-libérales. On peut également signaler qu'un groupe de recompas, le Front armé populaire (FAP), a annoncé qu'il allait travailler à la formation d'un Front unique populaire avec d'autres secteurs de la société. Il va rencontrer dans les prochains jours toutes les organisations ou collectifs de travail qui ont passé des accords avec le gouvernement afin de faire un bilan de leur application.

Au cours de sa rencontre avec le FSLN, A. Lacayo a admis qu'il fallait prendre quelques mesures en faveur des paysans touchés par la sécheresse et créer des "emplois d'urgence", par exemple par des programmes dans lesquels les travailleurs recevraient de la nourriture pour salaire. Ce n'est pas cela qui règlera les problèmes à un moment où, comme le signale un éditorial de Barricada, face à "un projet de société régressif et incompatible avec les droits démocratiques conquis", il existe un danger réel de débordement et de perte de contrôle de la situation. -(ANN)

1: voir bulletin no 261

2: voir "Ocotal: un mélange explosif"



Ce qui s'est passé à Ocotal<sup>(2)</sup> est également un signe, d'autant que les faits ont failli se répéter à Matagalpa où des unités de combat de l'armée et de la Police se sont déployées pour prévenir tout incident. La radio La Primerísima a même parlé d'un plan prévoyant que les groupes réarmés, auxquels se seraient joints des démobilisés de l'armée, du ministère de l'Intérieur et de la contra (un potentiel de 30 000 hommes) prennent les principales villes de province et des bâtiments publics à Managua. Selon la radio, la direction sandiniste aurait convaincu les dirigeants de ne pas mettre ce plan en application. L'union des producteurs contras et sandinistes au sein de la Coordination nationale paysanne va également dans le sens d'une alliance des groupes sociaux qui ont les mêmes intérêts

## OCOTAL : UN MELANGE EXPLOSIF

Managua, 12 mars.— Le 4 mars à 10 heures du soir, à Ocotal (département de Nueva Segovia, 200 km au nord de Managua), les sirènes des pompiers se sont mises à rugir et tout le monde a cru à un incendie. C'en était un qui commençait, mais d'une nature spéciale. Mille cinq cents hommes armés du *Front nord* venaient de prendre la petite ville. Les communications étaient coupées, les routes barrées et tous les points stratégiques occupés. Ensemble, recompas et recon-

tras avaient décidé de frapper un coup pour en finir avec une situation économique et sociale insupportable. Le feu a menacé de s'étendre, mais, malgré des négociations longues et difficiles, un accord a finalement été passé.

Le lendemain de la prise d'Ocotal, d'autres hommes venaient se joindre aux rebelles tandis que l'armée envoyait les premières troupes. Il n'y a cependant eu aucune violence. *"Heureusement, ce sont des démobilisés de l'armée, possédant une grande capacité d'organisation, qui sont à la tête du mouvement"*, a déclaré le secrétaire du FSLN Daniel Ortega, qui s'est rendu sur place accompagné de Victor Tirado, membre de la Direction nationale. Dans les jours qui ont suivi, ceux que la population a immédiatement appelés les *revueltos* ("mêlés") ont reçu l'appui d'autres groupes armés du nord et du centre qui voulaient venir se joindre à eux. Les chefs des *revueltos* ont dû se rendre dans les différentes zones pour les en dissuader. Plus de cent paysans de Jalapa, une ville un peu plus au nord, ont occupé la poste et la mairie et plus de mille producteurs de Nueva Segovia ont émis un communiqué de soutien. A Condega, ce sont cent recompas qui ont envahi la bourgade et pris la radio locale. Sur place, pendant plus d'une semaine, le Mouvement communal et le Front de lutte populaire ont assuré l'alimentation des rebelles. Des regroupements ont montré que la population était de leur côté. Une situation tendue -le Honduras a même mobilisé des troupes le long de la frontière- dans une région que l'accumulation des problèmes a transformée en poudrière.

Les revendications des *revueltos* étaient celles de la plupart des groupes armés qui ont opéré depuis deux ans: des terres, la légalisation des propriétés pour ceux qui en ont une, des maisons, l'accès au crédit, la réfection des chemins et des routes, l'enseignement et la santé. En un mot, le respect des multiples accords que le gouvernement a signés avec les uns et les autres et n'a jamais respectés. *"Nous ne sommes ni recontras ni recompas, nous sommes des citoyens armés qui revendiquent leurs droits face au gouvernement"*, a expliqué un des chefs, un ancien contra. Un autre, qui d'ailleurs avait rendu récemment ses armes dans le cadre du Plan de désarmement, a raconté: *"Le gouvernement n'a pas respecté ses promesses. On nous a donné pour maisons des cages à lapins où ne rentrent même pas trois personnes, nous n'avons pas de travail, ceux à qui on a distribué des terres près de Jalapa n'ont pas de titre de propriété"*. Et sans ce document, les banques ne donnent pas de crédits.

Il était clair dès le premier jour qu'on avait affaire à un phénomène nouveau. Tout d'abord, recompas et recontras agissaient ensemble. Ensuite, très organisés, ils étaient fermes tout en ne cherchant pas l'affrontement. Ils ont refusé de quitter la ville comme la délégation gouvernementale, dirigée par le vice-ministre de l'Intérieur Alfredo Mendieta, le leur a demandé. Ils se sont regroupés en quelques points et, durant les cinq jours de négociation, seul leur état-major circulait dans les rues. D'autre part, ils ont refusé un désarmement préalable et c'est d'ailleurs la question qui a été la plus difficile à régler. Enfin, il était clair qu'ils n'étaient pas là pour vendre leur fusil pour le plus grand nombre de dollars possible, comme les recontras récemment désarmés. Ils ont tenu bon sur leurs revendications, refusant faux-fuyants et vagues promesses.

D. Ortega a estimé dès le début que le gouvernement devait immédiatement respecter les engagements qu'il a pris avec les différents groupes armés, car, pour lui, il s'agissait de *"la première manifestation d'une explosion sociale"*. *"Elle s'exprime de façon ordonnée. Mais en d'autres circonstances, deux mille hommes en armes, avec la crise économique que nous vivons, sont capables de faire tomber un gouvernement"*. Il a rendu hommage à leur maturité et leur sens des responsabilités et a demandé aux autorités des *"modifications profondes dans la politique économique"* et des mesures exceptionnelles en faveur du secteur agricole.

Ce n'est que le 11 qu'un accord total a pu être trouvé. Les *revueltos* vont abandonner les armes, mais, dans le département de Nueva Segovia, plus de quinze mille paysans et plusieurs centaines d'anciens contras et de démobilisés de l'armée vont enfin avoir des titres de propriétés qui leur permettront de demander des crédits. Des lotissements urbains vont également être légalement enregistrés, d'autres vont être distribués et des matériaux donnés pour la construction de maisons. La piste entre Ocotal et Jalapa va devenir une route et près de cent kilomètres de chemins vont être refaits et entretenus. Une commission agraire mixte, à laquelle participent des représentants du *Front nord*, va établir un diagnostic de la propriété dans le département en vue d'une distribution équitable. Le gouvernement a peut-être compris qu'il s'était passé quelque chose à Ocotal. -(ANN)

## POURQUOI NOUS NOUS SOMMES UNIS

Managua, 10 mars.— Récemment, des petits et moyens producteurs anciens contras, démobilisés de l'armée et paysans de l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG) ont créé la Coordination nationale paysanne. Daniel Nuñez, président de l'UNAG, a publié dans *Barricada* un article dans lequel il explique le pourquoi de cette unité. Cette Coordination représente un des aspects de la recomposition sociale à laquelle on assiste depuis l'arrivée de la droite au pouvoir. Il s'agit d'un phénomène intéressant d'une part à cause de l'union de contras et de sandinistes pour la défense d'intérêts communs face à un gouvernement qui ne répond pas à leurs revendications, mais à cause des éléments idéologiques sur lesquels il se fonde. Nous vous proposons l'essentiel de l'article de D. Nuñez, qui est également membre de l'Assemblée sandiniste.

*"Des paysans qui ont été dirigeants de la Résistance, anciens militaires de l'Armée populaire sandiniste et les responsables de l'UNAG se sont réunis le 28 février. Nous avons décidé au cours de cette rencontre d'unir nos efforts pour lutter ensemble pour la démocratisation économique dans l'agriculture et pour l'unité paysanne. Nous sentons le besoin historique de faire l'unité pour être protagonistes de notre propre développement et pour cesser de servir de marchepied à des politiciens démagogiques qui, une fois au pouvoir, nous écrasent d'impôts, nous*

refusent l'accès à la terre, le droit au crédit, aux services et à l'éducation, en un mot, nous traitent comme des citoyens de quatrième catégorie.

Cet effort se situe dans le cadre de la concertation économique et sociale pour résoudre les problèmes qui nous acculent et créent une situation de plus en plus injuste dans laquelle les paysans voient se fermer les portes du développement, s'appauvrissent et immigrent vers les villes.

Nous avons fait l'unité pour apporter notre contribution à la paix et à la reconstruction de la Patrie dans le respect de nos croyances politiques et religieuses car nous comprenons qu'après une guerre où nous nous sommes battus entre frères, le problème historique qui pèse sur nos épaules est social et économique et ne peut se résoudre par des débats parlementaires. Il ne se règlera que par l'unité de la paysannerie pour exiger du gouvernement qu'il nous intègre dans les plans économiques de l'Etat en direction de l'agriculture, ce à quoi nous avons droit (...) Cette unité est destinée à donner une conscience nationale au gouvernement, à la hiérarchie catholique, aux riches, aux pauvres et à la communauté internationale. Il est urgent de mettre en oeuvre une véritable réforme agraire qui conduise à des transformations sociales en faveur des paysans et pour la Patrie. Sans une réforme agraire qui démocratise la propriété de la terre et l'économie paysanne, il n'y aura ni stabilité sociale et politique ni croissance économique.

Nous avons évalué et compris politiquement que le modèle néo-libéral d'ajustements structurels nous transforme en consommateurs, en main-d'oeuvre bon marché, en analphabètes et chômeurs; tandis que dans cette guerre injuste et cruelle c'est nous qui nous sommes fait tuer, les autres sont vivants avec leurs drapeaux et leur patrimoine tandis que, comme toujours, nous sommes restés marginalisés, obligés à nous battre pour survivre.

Notre unité est pluraliste sur le plan de l'appartenance à un parti. Aucun paysan n'en est exclu, indépendamment de ses convictions. En 1996, chacun votera pour le parti de son choix. C'est pourquoi chacun discutera des problèmes politiques dans son parti tandis que les problèmes économiques et sociaux seront discutés et résolus dans cette grande unité.

En tant que président de l'UNAG, j'ai toujours affirmé que les paysans s'entendent mieux comme producteurs que sur le plan politique. Cette lutte pour notre développement n'admet pas de retour en arrière. Si nous échouons dans la construction de l'unité, notre travail aura été inutile et les morts qui ont rêvé d'une Patrie pour tous ne nous pardonneront pas notre indolence, car l'égoïsme aura prévalu sur l'effort commun pour construire le Nicaragua prospère et pacifique du XXI<sup>ème</sup> siècle. Nous devons consolider une véritable concertation en pensant davantage au Nicaragua qu'aux gouvernements et aux partis politiques. Les problèmes ne seront pas résolus de façon séparée par les membres des coopératives, les producteurs de l'UNAG ou du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), les anciens membres de la Résistance ou le gouvernement seul. Nous devons les résoudre ensemble, quand la hiérarchie catholique s'engagera dans le changement et deviendra le véritable

pasteur de ce grand troupeau, si souvent abandonné à son sort". (ANN/Barricada)

## ONZE ANS D'APPRENTISSAGE

Managua, 9 mars.— Sur le point de quitter le Nicaragua, concluant une étape qu'il qualifie "d'essentielle dans sa vie d'adulte", le journaliste argentin Sergio Ferrari, bien connu des lecteurs du bulletin, a répondu aux questions du *Nuevo Amanecer Cultural*, le supplément culturel d'*El Nuevo Diario* avec lequel il collaborait. Correspondant de plusieurs médias latino-américains (*El Dia Latinoamericano*, *Brecha*), ancien journaliste et responsable des relations internationales de l'*Agencia Nueva Nicaragua*, il a décidé aujourd'hui de "reprendre son souffle en chemin", de poursuivre son travail ailleurs après onze ans passés au Nicaragua avec sa compagne et avant de revenir, dans un futur proche, en Amérique latine. L'ANN le remercie pour sa collaboration et sa solidarité.

*Nuevo Amanecer Cultural: Le départ signifie une coupure, une distance. Que représentent pour vous le Nicaragua et l'expérience que vous avez vécue ici?*

Sergio Ferrari: Une école intense, un apprentissage quotidien. Je crois que pas une minute nous n'avons cessé d'apprendre. Dans un premier temps, nous avons découvert un peuple tout entier mobilisé et exerçant son droit à la liberté. Plus tard, la dignité d'une petite nation jetée dans une confrontation violente pour défendre sa souveraineté. Venant de cultures tellement différentes, nous avons également découvert la "simplicité", celle des gens humbles, des paysans, des compagnons de Ciudad Sandino, notre quartier durant toutes ces années; la "sagesse populaire" contre laquelle se sont souvent brisés nos préjugés du "Premier Monde", inconsciemment écrasants. Il nous a fallu plonger dans la culture de ce pays et comprendre la complexité de son processus de transformation sociale.

*NAC: Quelles images aviez-vous du Nicaragua? Que connaissez-vous de ce pays en arrivant?*

SF: Nous en étions très proches, même si l'image que nous en avions était un peu floue. Le premier contact avec le Nicaragua a été pour moi en 1972, à travers la revue *Christianisme et Révolution* qui circulait en Argentine dans les milieux militants. Il y avait à ce moment là une grande effervescence dans le cône sud et nous étions attentifs à tous les mouvements sur le continent. Dans cette revue, on parlait du FSLN et du général Sandino. On savait qu'ils existaient. Le 23 août 1978, la nouvelle de la prise du Palais National à Managua nous est parvenue, malgré la censure que les militaires imposaient à la prison de Coronada, en Argentine, où j'étais détenu depuis mars 1976. L'information a fait le tour de la prison, comme une traînée de poudre: "Au Nicaragua, ça va exploser!". Ce jour-là, pour beaucoup d'entre nous qui vivions dans l'incertitude du futur, aux mains des militaires, le petit Nicaragua nous a fait cadeau d'une tonne d'énergie. Quelques mois plus tard, je passais de la

prison à l'avion, vers l'exil européen. Un vaste mouvement de solidarité avec le Nicaragua et le Salvador était en train de naître et nous nous y sommes intégrés.

*NAC: Si votre arrivée ici était accompagnée de tellement d'espoirs, le départ est-il marqué par une certaine frustration?*

SF: Il est évident que le Nicaragua d'aujourd'hui, comparé à celui des années passées, est un autre pays. Beaucoup des raisons qui ont attiré ici des internationalistes, des coopérants étrangers n'existent plus. De là à parler de frustration, il y a loin. Nous ressentons une certaine fatigue après des années aussi intenses, un sentiment partagé par beaucoup de Nicaraguayens. Cela est naturel si l'on sait qu'entre 1979 et 1990, la société a dû pour survivre tendre toutes ses forces. Aujourd'hui, c'est différent. Il serait antiscientifique d'espérer un processus linéaire, une révolution sans zigzag, surtout dans un contexte international aussi complexe. Se sentir frustré aujourd'hui serait commettre une erreur de calcul, ce serait exiger du Nicaragua qu'il soit un paradis d'idées et non pas un pays sur la terre, au cœur d'une Amérique centrale tellement appauvrie et marginalisée. Les changements brutaux vécus ces deux dernières années obligent chacun de nous à reconsidérer sa situation, et spécialement ceux qui sont venus ici comme des "oiseaux de passage", prolongeant chaque fois un peu plus leur séjour. Peut-être, à travers un exemple, nous pouvons expliquer ce que nous ressentons actuellement. Nous vivons depuis notre arrivée à Ciudad Sandino (un quartier pauvre de la périphérie de Managua). Nous avons toujours eu une foule de problèmes mais il y a cependant une différence qualitative énorme entre la situation d'hier et celle d'aujourd'hui. C'est une chose de vivre la pauvreté avec une organisation et un projet collectif et c'en est une autre, très différente, de vivre la misère désorganisée actuelle. Une réalité dans laquelle le quartier aussi bien que les politiques du gouvernement et celles de l'opposition ont leur part de responsabilité. Le plan d'ajustement économique a eu un impact terrible sur les habitants du quartier, mais la désorientation des militants sandinistes, l'absence de lignes claires et concrètes de la part du FSLN et la solitude de ses cadres de base ont des conséquences sur la situation.

*NAC: Votre départ ne pourrait-il pas être interprété comme une sorte de fuite?*

SF: Notre départ, comme celui de tellement d'amis internationalistes, est surtout le résultat d'une évaluation personnelle et familiale. Je me souviens qu'avant, quand quelqu'un quittait le pays, cela provoquait tout un débat. Il y avait une guerre d'agression et s'en aller, même si notre apport était minime, revenait d'une certaine manière à fuir le champ de bataille, à abandonner sa tranchée. Avec le changement brutal de la dynamique politique et sociale, avec la fin de la guerre et la nouvelle "normalité" institutionnelle, la décision de rester ou de s'en aller répond plutôt à une interprétation individuelle de la réalité et à un projet personnel et familial. Dans notre cas, nous sentons que nous pouvons être remplacés, plus que jamais, dans nos tâches. Ce n'est pas qu'avant nous nous soyons sentis irremplaçables, mais moralement liés. Je ne veux pas être schématique mais je sens que, dans ses grandes lignes, l'étape actuelle est déjà tracée pour le pays. Il peut y avoir des surprises ou des changements

formels, mais l'essentiel est dessiné : une nouvelle forme d'institutionnalisation démocratique qui passe par la voie électorale, un modèle économique dominant face auquel l'opposition ne propose pas d'alternative, une dégradation constante de la situation des secteurs populaires, de même que sur tout le continent. Quant au sandinisme, il est placé devant un choix : s'institutionnaliser à l'extrême, en perdant son pouvoir transformateur d'opposition créative, révolutionnaire ou bien redécouvrir son identité et trouver un profil adapté à la nouvelle étape. Opter pour la seconde voie implique un long travail d'accumulation des forces à la base, beaucoup d'efforts et de sacrifices. Un travail dans lequel je pense que l'internationalisme ne jouera pas un rôle significatif. Cette étape est particulière et il faut reconsidérer certains concepts. Il nous revient entre autres de reconsidérer celui de solidarité internationale. Mais malgré la distance, nous essaierons de faire que toujours, "toutes les lignes se rejoignent". -(ANN/EI Nuevo Amanecer Cultural)

## CONTRE LA MISERE ET LE MACHISME

**Managua, 15 mars.**— Les féministes nicaraguayennes sont descendues dans la rue, "*unies dans la diversité*", pour célébrer le 8 mars. Plusieurs cortèges se sont formés à Managua, Matagalpa et Chinandega, pour protester contre la misère, le chômage qui frappe en premier lieu les femmes et la violence sexiste dont elles sont victimes.

Le caractère résolument féministe de cette manifestation, appelée par les réseaux de femmes qui se sont constitués en février dans tout le pays, a sans doute été l'une des causes de son caractère minoritaire. Pourtant, les problèmes et les revendications exprimés à travers banderoles, slogans et déclarations concernent la quasi totalité des Nicaraguayennes. C'est seulement à Matagalpa que l'unité s'est faite, avec la participation des militantes d'AMNLAE au cortège. A Managua, une grande banderole ouvrait la marche : "*Fini de pleurer, rompons les chaînes de la violence*". Les multiples visages de l'injustice et de la violence que subissent les femmes ont été dénoncés; elles ont revendiqué un accès égalitaire aux moyens de production, en particulier à la terre et au crédit, l'impulsion de projets sociaux créateurs d'emplois, la gratuité de l'enseignement et de la santé, une politique sanitaire et sociale qui ne les considère pas seulement comme reproductrices, la dépénalisation de l'avortement ("*Si les hommes avortaient, il n'y aurait pas de peine de prison pour avortement*", affirmait un des slogans). La "*violence institutionnalisée entre les hommes et les femmes*" a été vigoureusement dénoncée; les manifestantes ont appelé à un durcissement de la loi contre les violeurs qui bénéficient le plus souvent de l'impunité ainsi qu'à une riposte contre le chantage sexuel dans les entreprises et les mauvais traitements au foyer. L'enthousiasme avec lequel le cortège de Managua reprenait le slogan "*Tyran et ivrogne, fais ta vie tout seul!*" en disait long sur le ras-le-bol des Nicaraguayennes dont la vie quotidienne est marquée par les rapports de domination les plus crus avec des compagnons qui dans la plupart des cas n'assument aucune de leurs responsabilités au foyer.

*“La démocratie à laquelle aspirent les femmes passe par la liberté de disposer de leur corps et de leur destin, affirmait la déclaration lue à la fin de la marche de Managua. Pour clore la manifestation, un mannequin portant la pancarte violeura été symboliquement pendu et brûlé, sous les applaudissements de la majorité des participantes et malgré les réserves de certaines, qui estimaient que cette violence, même symbolique, ne correspondait pas à l’esprit de la marche.*

Faisant suite à la rencontre des femmes de février dernier, cette première apparition publique du mouvement autonome des femmes se voulait unitaire et sans exclusive politique. Pourtant, les revendications exprimées sont claires : les féministes rejettent avec force une société marquée par des relations économiques et sociales inégalitaires, en même temps qu’elles appellent toutes les femmes à se battre au quotidien contre le “machisme ordinaire”. -(ANN).

### LES OUVRIERES AGRICOLES EN ASSEMBLEE

Managua, 18 mars. —Des groupes d’enfants jouent en attendant que les discussions se terminent. Leurs mères se sont réunies pour parler de leurs problèmes et des moyens d’y faire face. *“Ensemble et solidaires pour un avenir sans discrimination”*, 250 ouvrières agricoles de toutes les régions du Nicaragua se sont rassemblées début mars à Managua à l’initiative de l’Association des travailleurs de l’agriculture (ATC).

Le chômage, les occupations de terre, le manque de nourriture, l’absence de crèches, d’écoles et de centres de santé étaient à l’ordre du jour. Près de 3 000 des 8 609 ouvrières agricoles du pays sont aujourd’hui au chômage. Celles qui travaillent gagnent entre un et deux dollars par jour. *“A partir de mars 91, un des effets des mesures gouvernementales a été le licenciement massif des ouvrières du café et du coton”*, déclarent-elles. Avec les restrictions budgétaires et les privatisations sont venues les fermetures des crèches qui permettaient aux mères d’aller aux champs sans leurs nombreux enfants en bas âge. Des 60 qui existaient, seulement 11 sont encore ouvertes. Le secrétariat de la femme de l’ATC en a créé 28 en 1991. Au total, une minorité de 854 ouvrières bénéficient de ce service. Les participantes ont en outre débattu de la question de la propriété, de la formation, de la violence et des aspects juridiques de leurs problèmes. Elles ont proposé de mettre elles-mêmes en oeuvre des projets de formation pour les chômeuses et exigé du gouvernement l’ouverture de programmes de santé pour les femmes, la création d’emplois et la gratuité scolaire. -(ANN)

### ATTENTAT CONTRE LA RADIO DE RIO SAN JUAN

Managua, 17 mars. —Le 7 mars, un incendie a détruit la radio régionale du département de Rio San Juan. Son directeur, Carlos Corea, affirme qu’il s’agit là d’un attentat terroriste et remet en cause la police pour son incapacité à faire la lumière sur les causes de l’incendie, soi-disant provoqué par un court-circuit.

Qui a voulu faire taire *Radio 13 octobre*? Début février, l’élection de Carlos Manuel Lopez au poste de secrétaire politique du FSLN à San Carlos marquait une nouvelle étape dans les luttes internes qui divisent les militants de la région depuis deux ans. Dans le conflit entre l’ancien secrétaire Alejandro Guevara et ses alliés, d’une part, et le courant des sandinistes favorables à des changements de méthode, d’autre part, ces derniers l’ont finalement emporté avec l’élection du nouveau dirigeant. La maire sandiniste, Gloria Guevara, soeur d’Alejandro, était jusqu’en octobre 90 responsable de la radio qui appartenait à la municipalité. A cette date, la radio avait été privatisée au bénéfice des travailleurs, sur décision des conseillers municipaux et contre la volonté de la maire et de l’ex-Secrétaire du FSLN. Certains voient dans ces rivalités internes une possible origine de l’incendie criminel.

La population des départements de Rio San Juan, du Chontales et de Rivas se voit privée d’une source importante d’information : les journaux nationaux lui arrivent avec un retard de plusieurs jours et, à l’exception de deux radios nationales, elle n’a accès qu’aux programmes du Costa Rica. Par ailleurs, elle perd avec l’incendie de sa radio un moyen de communication commode. Palliant la faiblesse du réseau téléphonique local, la *Radio 13 octobre* servait de support aux campagnes sanitaires et en particulier à celle de prévention contre le choléra ainsi qu’à la diffusion des mesures de protection de l’environnement. Elle servait aussi tout simplement de lien entre les auditeurs de la région qui ne disposent pas d’autres moyens de communication pour se transmettre certaines informations urgentes d’ordre personnel.

Il faudra environ 70 000 dollars pour acheter un nouveau transmetteur de 5 kw. Les 18 travailleurs de la radio sont pour le moment au chômage et bénéficient de l’appui solidaire de la ville allemande jumelée de Nuremberg, qui avait offert le transmetteur détruit. L’équipe de Radio 13 octobre espère pouvoir émettre de nouveau en juin, grâce à l’aide de la solidarité internationale. -(ANN)

## LES MILITANTS DES DROITS HUMAINS FONT LE BILAN

Managua, 10 mars. — Le Centre nicaraguayen des droits humains (CENIDH) a tiré le bilan de ses activités pour l'année 91 et détaillé ses projets pour 92.

"1991 a été une année difficile pour les droits économiques et sociaux dans notre pays. De nombreux conflits ont surgi avec l'application du plan économique gouvernemental dicté par le FMI. Cette situation a exigé notre intervention dans 16 cas de violation du droit du travail. Le CENIDH a traité au total 172 cas au cours de l'année. Il a d'autre part mené trois grandes enquêtes dont les résultats ont été portés devant les autorités concernées:

- une enquête sur les droits des détenus dans les commissariats de police de la région de Managua; notre rapport propose des mesures préventives et des changements

- une enquête sur les droits des enfants et la législation nicaraguayenne concernant les mineurs

- une enquête sur le droit à la vie et sur l'impunité, visant à faire la lumière sur les 215 assassinats survenus au cours d'événements à connotation politique (voir bulletin 255).

Nous avons présenté au cours de l'année passée deux rapports sur la situation globale des droits humains dans le pays, en février et en mai. Dans le cadre d'un accord passé entre le CENIDH et l'Université centraméricaine (UCA), trois étudiants ont réalisé un stage sur les droits humains. 25 ateliers de formation ont été organisés, destinés aux 913 promoteurs populaires à Managua, Matagalpa, Jinotega, Masaya et Nueva Guinea. 3 ateliers juridiques ont réuni 70 de ces promoteurs. Un guide méthodologique a été élaboré, qui servira d'outil aux promoteurs pour sensibiliser les membres de leur communauté. Le CENIDH a lancé parallèlement une campagne à travers les médias, sous le slogan "un droit qui ne se défend pas est un droit qui se perd".

En 1992, nous nous proposons de multiplier les ateliers de formation destinés aux promoteurs afin qu'à leur tour, ils apprennent aux membres de leur communauté à défendre leurs droits. De plus, six séminaires seront organisés sur des thèmes spécifiques : les orphelins, les jeunes délinquants, les étudiants et collégiens. Le but est de cerner leurs problèmes et d'aider ces groupes à faire respecter leurs droits. Le département juridique du CENIDH continuera à prêter son assistance à toute personne qui la nécessite.

Par ailleurs, en février, nous avons lancé une enquête sur les délais de la Justice.

Nous évaluerons au cours de l'année l'efficacité de notre matériel de diffusion et de nos ateliers. Nous réaliserons trois enquêtes sur le terrain pour apprécier l'évolution de la situation des droits humains au Nicaragua. La coopération CENIDH-UCA se poursuivra encore pendant un an. Le travail de propa-

gande à travers les médias sera maintenu, ainsi que la publication bi-mensuelle de notre bulletin d'information. Deux vidéos seront réalisées, l'une sur la problématique de l'enfance au Nicaragua, l'autre sur les communautés indigènes, dans le cadre du 5ème centenaire de la colonisation". -(ANN/Bulletin du CENIDH)

## TAIWAN AU PAYS DES MERVEILLES

Managua, 18 mars. — La présidente Chamorro s'est rendue à Taïwan pour y rencontrer les entrepreneurs privés et les convaincre de venir investir au Nicaragua. Mais la tâche n'est pas aisée.

"Nous leur avons dit que nous leur offrons de bonnes opportunités", a déclaré l'ambassadeur nicaraguayen à Taïwan, Pedro Joaquin Chamorro. La présidente leur a vanté les avantages fiscaux octroyés par son pays. De plus, le Nicaragua est bien placé pour exporter en Amérique latine et aux Etats-Unis, a insisté P.J. Chamorro. A bout d'arguments, il leur a garanti que les problèmes d'eau potable et d'énergie étaient réglés. Mais les éventuels investisseurs n'ont pas manifesté l'enthousiasme attendu : d'autres pays plus proches ont une classe ouvrière moins récalcitrante, calculent-ils sans doute. Seul, le patron d'une entreprise textile qui est déjà venu sur place l'an dernier a manifesté quelque intérêt à installer au Nicaragua une chaîne d'assemblage et enverra une seconde mission. "Cela pourrait relancer notre production de coton tellement déprimée", a commenté l'ambassadeur, avant de reconnaître que malheureusement la matière première serait importée d'Afrique ou des Etats-Unis. Pourtant, l'espoir demeure et P.J. Chamorro compte sur "l'effet multiplicateur" : si un seul investisseur vient au Nicaragua, "il racontera ensuite à ses amis comme il y a été bien traité" et ils ne manqueront pas d'être attirés. Ultime tentative pour les convaincre : le diplomate nicaraguayen a offert aux investisseurs taïwanais une vidéo-cassette sur les charmes du tourisme au Nicaragua pour stimuler leur intérêt dans ce domaine de l'économie. -(ANN)

## GUATEMALA: LES DROITS HUMAINS TOUJOURS BAFOUES

Esteban Romaña

Ciudad de Guatemala, mars. — Un groupe de journalistes dont je faisais partie avons été témoins d'un énorme déploiement militaire dans la capitale et les départements. Patrouilles avec tout leur équipement et chiens policiers circulent dans les rues au milieu des gens qui détournent le regard pour cacher leur peur. Le prétexte officiel est la multiplication des attaques de banques.

Les médias répètent l'annonce officielle par l'armée de la mort lors d'un affrontement avec la guérilla d'un "mercenaire" mexicain. Quelques jours plus tard, le ministère mexicain des Relations extérieures envoie une note de protestation, après la réaction des milieux intellectuels de Mexico, car le "mercenaire", Ramon de la Mora, était en fait un chercheur de l'université. Son épouse a déclaré que le cadavre ne portait pas de blessures par balles. Elle a également affirmé: "Avant de recevoir l'annonce de sa mort, nous avons appris qu'il avait été enlevé par l'armée et qu'il avait été torturé". Rude coup pour les militaires qui avaient lancé toute une campagne de propagande. Pendant ce temps, on continue à signaler des morts, des blessés et des disparus.

Bien que le Parlement européen ait demandé en février à la Commission des droits humains de l'ONU la nomination d'un rapporteur spécial et l'inscription du cas du Guatemala à l'ordre du jour de ses discussions pour atteintes graves et systématiques aux droits humains fondamentaux, la Commission a décidé en mars de donner un délai au gouvernement de Jorge Serrano, considérant que la situation avait connu "certaines améliorations". Cette résolution, outre qu'elle augmente le désarroi de la population, a permis à l'armée de durcir ses positions.

La Conquête et la Colonie sont toujours une réalité au Guatemala comme le révèlent la question des droits humains et la situation socio-économique. Le problème de la terre, celui de la militarisation et celui des droits humains sont indissociables. Le modèle de "développement excluant", comme l'a qualifié la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), entraîne la concentration de la terre et privilégie la production pour l'exportation. La majorité indigène, de plus en plus dépossédée de ses terres, est obligée de travailler pour les grands propriétaires ou dans les usines d'assemblage construites près des villes. 50 000 indigènes qui vivent dans la zone montagneuse du centre descendent chaque année dans les plaines cotières pour la récolte des produits d'agro-exportation (café, coton, sucre et cardamome), sans aucun type de protection sociale. Dans les grandes propriétés, 80 % de la main d'oeuvre est indigène.

Tandis qu'aux Etats-Unis la presse fait ses choux gras de la découverte, dans les profondeurs de la forêt du département d'El Peten, d'une statue monumentale maya datant du Vème siècle avant Jésus Christ, les enfants indigènes, déplacés à l'intérieur du pays à cause de la guerre, sont pourchassés sous le prétexte que ce sont des enfants de la rue (dont plusieurs ont été tués par l'armée). En février, la Cour interaméricaine des droits humains, organisme de l'OEA, a demandé au président Serrano de prendre des mesures de protection en faveur de douze militants du Conseil des communautés ethniques Runujel Junam et du Groupe d'appui mutuel (GAM) menacés de mort par l'armée. Mais quelques jours avant, J. Serrano avait lui-même justifié ces menaces en affirmant que ces militants "sont liés à la guérilla". En mars, c'est au tour du ministre de la Défense, le général José Garcia Samayoa, d'accuser les 15 000 indigènes des Communautés des villages en résistance d'avoir des liens avec la guérilla salvadorienne. Ces indigènes, en majorité des femmes, des enfants et des vieillards ayant fui les effets de la stratégie des "villages rasés" mise en oeuvre par l'armée il y a dix ans,

subissent depuis lors, dans les montagnes où ils sont réfugiés, les bombardements indiscriminés.

Le 27 février, l'envoyé de la Commission des droits humains de l'ONU, exposait dans son rapport que l'impunité fonctionne comme "une ombre menaçant n'importe quel être humain" et estimait un "privilège injustifiable" le fait que l'on ne puisse juger des militaires qu'avec l'accord de l'armée et de l'Assemblée nationale. Il signalait en outre les juges comme un "élément faible" de la machine judiciaire. L'arrogance de l'armée n'a pas de limite: les militaires guatémaltèques de la mission officielle présents lors des sessions de la Commission des droits humains de l'ONU ont tenté d'intimider les militants d'organisations populaires et humanitaires qui y participaient, surveillant tous leurs mouvements.

Nous avons voulu, dans divers lieux publics, interroger des passants sur leur vision de la situation actuelle. Mais la présence, sur tous les trottoirs, des militaires en armes les forçait au sourire poli et au "excusez-moi, je ne sais rien". -(ANN)

## PANAMA : LES INDIGENES LUTTENT POUR LEURS TERRES

Paul Jeffrey

Managua, fév. — "La terre est notre mère. Elle produit nos aliments, elle nourrit nos enfants et nous offre un lieu de repos quand nous mourons", affirme Felicia Santos, membre de la communauté indigène Guaymi, appelée également Ngobe. Comme tous les siens, elle est bien décidée à défendre le lopin de terre sur lequel elle a construit une petite maison en joncs, dans un hameau de la province de Chiriqui, à l'ouest du Panama.

Plusieurs habitations rudimentaires semblables à la sienne, construites à flanc de montagne, abritent une trentaine de familles guaymis qui, comme F. Santos, ont participé à l'occupation des terres. La communauté guaymi, dont la population totale est de 120 000 personnes, peuple les provinces de Chiriqui et de Bocas de Toro. Elle est l'une des cinq ethnies indigènes qui constituent 8 % de la population panaméenne. Depuis leur "découverte" par les Espagnols au 16ème siècle, elle a vu s'installer sur son territoire les plantations de bananes, puis se construire la Panaméricaine; ses terres ont été données aux multinationales pétrolières ou volées par les paysans métis et les gros éleveurs.

Les Guaymis se sont toujours organisés pour résister à l'usurpation systématique de leurs terres mais cette pratique se poursuit. Plus leur population croît, plus leur territoire se réduit. "Si les choses ne changent pas, le jour viendra où nous devons récupérer nos terres par la force", constate l'une des dirigeantes de la communauté. Les négociations avec le gouvernement pour l'établissement d'une réserve guaymi administrée par les indigènes ont été suspendues en 1984 par les autorités. D'autres

ethnies panaméennes ont obtenu un territoire et les Guaymis avaient l'espoir qu'après la chute de Noriega, les négociations reprendraient, mais le gouvernement d'Endara n'a rien fait. "Cette administration est uniquement intéressée par nos terres", estiment les guaymis. Le gouvernement serait disposé à leur restituer seulement 58 % des 1,3 millions d'hectares qui leur appartiennent.

L'histoire de F. Santos est un bon exemple de cette lutte ancestrale pour le respect de leurs droits. Il y a plus de dix ans, un de ses fils a vendu 25 hectares de terres qu'elle cultivait et s'est enfui avec l'argent. Il savait, de même que l'acheteur, que cette vente était illégale car la terre était propriété communale. Pourtant le nouveau "propriétaire" y a mis paître ses troupeaux et lorsque F. Santos, accompagnée de plusieurs membres de sa communauté, a voulu protester contre cette spoliation, l'usurpateur et ses employés sont arrivés, armés, pour obliger les Guaymis à renoncer à leur exigence. La communauté a alors entrepris une démarche auprès du tribunal local, mais comme elle n'avait pas d'argent pour payer l'avocat, le dossier est resté dans un tiroir. Finalement, en 1990, l'Eglise Méthodiste a offert l'aide d'un avocat. Ce soutien a encouragé les indigènes, qui sont allés voir les organisations de défense des droits humains et ont dénoncé l'affaire dans les journaux. Ils ont manifesté devant les autorités de leur province, exigeant des fonctionnaires de la Réforme agraire qu'ils obligent l'éleveur à rendre la propriété. Bien qu'aucune décision n'ait été encore prise par la justice, ce dernier a retiré ses troupeaux, impressionné par la résistance des Guaymis.

F. Santos continue cependant à exiger que ses terres lui soient restituées. "Nos ancêtres ont versé leur sang pour défendre la terre qui, pour nous, est sacrée. Comme eux, nous sommes prêts à lutter pour la conserver". -(ANN/Noticias aliadas).

## UN MONUMENT AUX VICTIMES DE LA CONQUETE

Managua, fév.— Dans le cadre de la contre-campagne qui est menée en Espagne à l'occasion du Vème centenaire de la découverte de l'Amérique, la ville de Puerto Real et le groupe Bartolomé de Las Casas ont demandé à l'artiste équatorien Oswaldo Guayasamin d'ériger, à Puerto Real, un monument "en hommage aux victimes de l'invasion européenne depuis 1492".

O. Guayasamin a annoncé que ce monument serait "un cri brutal de notre continent contre l'Espagne". Il comportera une statue centrale, l'Homme Condor, sculpture horizontale qui rappellera "un avion en train de décoller", l'Homme Condor "s'élevant du sein même de la terre". Il sera accompagné de quatre peintures murales. La première montrera la vie des indigènes avant la conquête et sera un chant d'amour au continent; la seconde parlera de la tragédie de l'invasion, la troisième évoquera le drame des Noirs et la quatrième rendra hommage

aux chefs indigènes qui ont résisté, mais aussi "aux métis qui sont les défenseurs de la terre américaine", par exemple Benito Juarez, Bolivar, Sucre, Sandino, le Che et Fidel Castro. A propos de ce dernier, l'artiste a expliqué, dans un entretien accordé à l'Agence latino-américaine d'information (ALAI), que "pour l'Amérique latine, pour les progressistes d'Amérique latine, Cuba a été, est et continuera à être notre plus haute ambition comme gouvernement". -(ANN/ALAI)

## L'ALTERNATIVE AU NEO-LIBERALISME

Managua, mars.— Le Forum de Sao Paulo, qui rassemble 70 partis et organisations progressistes d'Amérique latine, s'est réuni au Pérou du 26 au 29 février. Daniel Ortega y représentait le FSLN. Voici les conclusions de ce séminaire qui portait sur l'intégration et le développement de l'Amérique latine face à un néo-libéralisme qui ne représente en rien la voie du développement pour le continent.

"La recherche d'alternatives propres est la tâche principale de la gauche latino-américaine pour les années 90, face à un projet néo-libéral qui n'est pas seulement de nature économique mais représente un style de démocratie, d'Etat, d'insertion internationale, de modernité et de géoculture.

Nous devons nous réapproprier le thème du nationalisme populaire alternatif. La récupération du marché intérieur et d'un marché extérieur complémentaire doit répondre aux besoins des majorités et non à la logique du capitalisme multinational. La crise écologique démontre d'autre part les limites du projet néo-libéral et la nécessité d'une "écologie populaire" ou d'un "éco-socialisme".

Mais certains points sont encore à discuter : ceux qui ont trait à la crise de la civilisation ou crise du capitalisme. On peut en effet affirmer qu'il y a une crise de civilisation dont les dimensions sont politiques, sociales, culturelles et écologiques même si le capitalisme est devenu aujourd'hui une réalité planétaire, après avoir pénétré de nouveaux territoires géographiques et mis la main sur le monde de l'image, à travers la vidéo, les télécommunications, etc. Ce qu'on a appelé le socialisme réel, qui était la somme de sociétés étatistes bureaucratiques, n'a pas pu échapper à cette crise de civilisation, qui prend racine dans les conceptions dominantes des relations entre l'homme, l'Etat, la société et la nature.

Dans la discussion sur l'intégration latino-américaine et caribéenne et le Nouvel Ordre international, il y a eu consensus sur l'idée qu'un projet alternatif doit dépasser la simple question commerciale. Il doit viser à long terme à la fusion sociale, politique et économique ainsi qu'à une articulation dynamique des diverses cultures, tendant à une identité culturelle commune et à un développement économique et social juste et écologiquement supportable.

En ce qui concerne la souveraineté latino-américaine et caribéenne, nous nous trouvons devant une crise de modèles. La lutte politique à partir des secteurs populaires doit donc rencontrer un projet alternatif de construction nationale, même s'il est nécessaire d'accepter avec réalisme l'impossibilité de le faire maintenant.

Il ne peut y avoir de développement national avec un fossé tellement profond entre les riches et les pauvres. D'où la nécessité pour l'Etat d'assumer un rôle central régulateur et promoteur et de ne pas abandonner l'économie à la volonté toute-puissante du marché. Il doit donc y avoir un fonctionnement bien huilé entre le modèle d'accumulation, le système politique et l'Etat. En ce qui concerne ces deux derniers, ils requièrent un profond changement dans les structures économiques et sociales nationales. Celles-ci se voient actuellement bouleversées par les politiques néo-libérales qui entraînent une exclusion et une marginalisation croissantes des majorités urbaines et rurales.

Pour cela, il est nécessaire de progresser simultanément dans la démocratisation et dans la création de bases économiques favorables à un recentrage de nos économies. De même, les politiques sociales ne peuvent être séparées des politiques économiques. Il est nécessaire de modifier le caractère de la structure productive et d'abandonner l'orthodoxie des politiques d'ajustements structurels. L'industrialisation continue à être le chemin obligatoire et l'investissement pour le développement de l'agriculture et de la petite production urbaine est une priorité.

Il est nécessaire de renforcer la logique de vie et de culture des majorités, contrairement à celle d'exclusion et d'individualisme défendue par le néo-libéralisme. L'intégration latino-américaine ne sera pas le produit exclusif de traités entre des Etats non démocratiques.

Les processus sociaux entraînés par l'ajustement néo-libéral signifient une plus grande dualité de l'économie, avec une exclusion de vastes secteurs de la population. Cette rupture du tissu social s'exprime par un changement dans le mode de vie d'une part croissante de la population, ainsi qu'un changement dans sa conscience et sa participation politique.

Pour ce qui est de la viabilité politique d'un projet différent, il est évident que les alternatives se construisent dans les processus sociaux et politiques. Nous avons comme exemple le cas des révolutions cubaine et nicaraguayenne, ainsi que la pacification salvadorienne. Dans tous ces cas, le chemin a été ouvert vers le pouvoir ou la démilitarisation, contredisant les schémas et les modèles dominants. La tentative sandiniste mérite une attention spéciale pour avoir défendu une économie mixte avec l'Etat comme axe central de l'accumulation, expérience nationale originale d'alternative politique". -(ANN/Barricada)

### Débat latino-américain

## NEO-LIBERALISME ET DECADENCE DES BOURGEOISIES NATIONALES

Ugo Codevilla

Managua, mars.— Ugo Codevilla était le représentant du Parti Révolutionnaire Démocratique (PRD), du Mexique, aux IIèmes rencontres des partis politiques d'Amérique latine et des Caraïbes. Nous vous proposons la seconde partie de son intervention, reproduite par la revue *L'Avispa*.

(L'auteur montre tout d'abord que le néo-libéralisme est le produit du développement capitaliste des pays du Premier monde. C'est l'internationalisation d'un modèle -et non un phénomène international- qui correspond aux intérêts du capitalisme le plus avancé. Les marchés périphériques subissent avec lui une force exogène et la conversion des économies du Tiers Monde à ce modèle n'a pas fait partie du développement capitaliste de ces pays. Il tire parti des secteurs dynamiques qui l'intéressent et laisse les autres à l'abandon, provoquant la croissance du chômage et du secteur informel. Mais le néo-libéralisme et sa conséquence, le Nouvel ordre mondial, ne répondent à aucune des questions fondamentales: quel type de croissance? Quel type d'industrie? Quel type de consommation? Quel type d'organisation sociale? Quel type de culture? Enfin, quel type de modernisation dans un marché qui se décompose de façon accélérée?).

Ce qui nous intéresse aujourd'hui, c'est d'analyser pourquoi nos pays sont entrés dans ce jeu du marché et ont été séduits par ce modèle cannibale. Selon nous, ce processus trouve son origine dans le déclin du modèle de substitution des importations. En effet, dans les années soixante, ce modèle a montré sa faiblesse face à l'avancée de l'impérialisme lors de la relance qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Ce projet, s'il est vrai qu'il a transformé nos pays, reposait sur une balance commerciale positive, phénomène purement conjoncturel. Au fur et à mesure que les pays du Premier Monde remontaient la pente, elle a commencé à être négative, à cause de ce vieil argument selon lequel leur produits avaient une valeur ajoutée supérieure à celle des nôtres mais aussi à cause de l'invasion des secteurs dynamiques de nos économies, sans oublier leur effort d'auto-suffisance en matières premières et en produits alimentaires et enfin le caractère centripète du modèle qui lui a permis de contrôler les prix et de transférer la plus-value créée dans nos pays.

Le projet d'une Amérique latine moderne, alphabétisée et petite-bourgeoise s'est épuisé dans les années soixante, entrant dans une crise qui révélait nos problèmes structurels restés sans solution (...) et les carences qui empêchaient nos marchés de faire partie du développement du modèle. C'est à ce moment-là que l'on a forgé la "théorie" du retard; en réalité ce retard vient du fait que l'avancée des pays développés provoquait l'enlèvement des nôtres.

La conséquence de ce processus a été la décadence de nos bourgeoisies nationales. Au lieu de chercher un projet alternatif

qui justifie la nation et leur propre domination comme classe, elles ont fait payer le prix de la crise au secteur du travail, défendant à la pointe de l'épée le taux de profit auquel elles étaient parvenues. Mais dans ce processus, elles ont perdu leur profil de classe, affaibli le consensus et leurs appareils de domination, comme l'Etat. Elles se sont constituées en groupes économiques, ont laissé à l'impérialisme le travail idéologique et se sont fait les instruments de la culture étatsunienne. Elles ont abandonné le projet consensuel de l'Etat, se sont alliées avec le néo-impérialisme et ont complètement perdu leur caractère nationaliste pour entrer dans une phase nettement réactionnaire. Perdant leur rôle historique, elles sont entrées dans une décadence accélérée dont elles ne sont toujours pas sorties (...)

La réponse populaire ne s'est pas fait attendre et l'on a assisté à une croissance du mouvement populaire. La réponse de l'impérialisme n'a pas davantage tardé et, s'appuyant sur nos bourgeoisies nationales, il a ouvert la période noire des années soixante durant lesquelles apparaissent les dictatures les plus agressives (...). On tente alors de mettre en oeuvre un projet qui a pour but de sauver un secteur de la production afin de le brancher sur le marché étatsunien. Ce projet correspond aux intérêts d'une partie de la bourgeoisie, qui croit que la solution n'est pas de sauvegarder les restes de nos nations socialement en décomposition mais de revigorer le secteur de l'économie qu'elle contrôle. C'est parce que le concept de nation de nos bourgeoisies n'a jamais été assez fort que le néo-libéralisme a pénétré sans problèmes. Elles s'enrichissaient et n'accordaient pas d'importance au secteur du travail qui aurait pu constituer une base de consommation susceptible de provoquer la croissance industrielle de nos pays. Nos bourgeoisies ont-elles eu réellement un projet national? La réponse est non si l'on considère le problème du point de vue de leur dépendance et de leur pouvoir économique mais durant la période de croissance du milieu du siècle, l'identité nationale s'est renforcée et la bourgeoisie cherchait à se différencier d'un premier monde en décadence et rongé par les guerres. C'est à ce moment-là qu'est né l'orgueil national qui, plutôt chauvin au début, s'est transformé par la suite en anti-impérialisme.

La bourgeoisie a cessé de promouvoir cet orgueil national, l'utopie d'une culture propre, d'une frontière entre notre société et la proposition étatsunienne. Elle a permis que cette dernière séduise les masses. On copie les modèles du Premier monde avec une frivolité incroyable: on prétend réduire l'appareil d'Etat comme le font les pays européens sans bénéficier des conditions sociales et politiques nécessaires et même sans compter sur l'efficacité des entreprises qui, là-bas, ont remplacé l'Etat (...). Sans projet national, la bourgeoisie n'a pour but que son profit et son attitude n'est plus celle d'une classe mais d'un groupe économique pour qui la nation n'est qu'un espace où il peut faire ses affaires.

Cette dissolution provoque une rupture des contradictions et une rupture de la ligne de démarcation des classes. Aujourd'hui, la division des classes n'est plus aussi claire, ce qui ne veut pas dire que c'est la fin des classes sociales. Simplement, en termes politiques, la définition est moins nette. Souffrant d'une crois-

sante intervention étrangère, les secteurs dominants gouvernent moins et courent davantage derrière les décisions de l'impérialisme. L'Etat est si faible que le plus petit signe de progrès du mouvement populaire provoque une répression sans concession.

C'est dans ce contexte que se situe la crise du mouvement populaire (...) Elle provient en partie de la rupture de la contradiction de classe (...) Où est l'ennemi? Quel projet alternatif peut rassembler les masses pour redéfinir la nation? Après la chute du socialisme réel et face à l'inutilité d'une guerre de classe contre une bourgeoisie qui est l'instrument de l'impérialisme interventionniste, la gauche n'a plus de discours et navigue dans l'incertitude (...)

Face au pouvoir néo-libéral, à la compulsion du Premier Monde à vouloir faire entrer la planète dans la dynamique d'une croissance fragile et déprédatrice, face à un néo-impérialisme qui a imposé la dépendance financière et le contrôle du monde en créant l'espoir d'entrer dans le marché international, qui sent comme une victoire la chute du socialisme, quelle est l'alternative? Ce ne peut être une contre-proposition de lutte de classe mais une proposition mondiale. Cette solution passe par l'organisation de grandes masses du Tiers Monde (...) Le problème n'est plus tant aujourd'hui la contradiction bourgeoisie/prolétariat car la bourgeoisie fait partie de l'illusion du Premier Monde et le prolétariat n'est pas celui avec lequel Lénine a fait la Révolution russe. Notre prolétariat est minoritaire face à la paysannerie, plus individualiste et divisé quant à sa définition comme agent économique et politique. Il lutte dans les entreprises mais devient sur le plan politique le client de la classe qui l'exploite. Cette situation est le résultat de l'aliénation massive mise en oeuvre par les secteurs dominants pour remplacer le consensus. C'est pourquoi il ne s'agit plus d'un affrontement entre deux classes, mais entre nos peuples contre les forces mondiales qui mettent à mal notre souveraineté. Notre drapeau, c'est l'unité, la redéfinition de la nation à partir du peuple et de la démocratie, une démocratie qui cherche à recomposer l'Etat en accord avec nos besoins et non avec ceux du Premier Monde, dans un grand mouvement patriote qui laisse présager des souffrances. Une démocratie qui signifie "nous", qui signifie "tous", qui signifie la fin de l'aliénation pour nous reconstituer comme communauté, comme marché et comme culture (...) Aujourd'hui, beaucoup d'organisations sont des fronts ou des mouvements et comprennent plus clairement que la solution est ici, dans notre expérience, et non dans l'effort pour faire correspondre notre réalité à ce qui s'est passé sous d'autres latitudes. La solution est en tout cas dans la grande unité latino-américaine, dans la création d'un Congrès populaire du sous-continent qui ait une véritable capacité de mobilisation (...) Nous devons dépasser l'idée qu'il faut être l'Etat pour agir et commencer à exercer un pouvoir qui émane du peuple, occuper les espaces politiques, économiques, culturels que laisse la bourgeoisie, élaborer des solutions susceptibles de construire les modèles "macros" qui nous sortent de notre enlèvement. Il ne suffit plus d'être une opposition, il faut être une option. Pour cela il est nécessaire de créer une force économique et politique qui dépasse les nations et se situe à l'échelle continentale.

Tandis que les Etats représentant les secteurs hégémoniques du capitalisme latino-américain créent, après le "Sommet latino-américain", le grand club néo-libéral du sous-continent, nous proposons l'option populaire grâce à la création du Congrès populaire latino-américain. -(ANN/ L'Avispa)

## EN BREF

**ACTION SYNDICALE.** Le Front national des travailleurs (FNT) a annoncé une série d'actions pour obliger le gouvernement à tenir ses engagements. Le 18 mars, les travailleurs, les chômeurs et les combattants historiques du FSLN manifesteront dans les rues de Managua. Les travailleurs du sucre poursuivent leur grève pour une augmentation salariale et l'obtention de 25 % des parts des entreprises privatisées et 2 000 d'entre eux campent face au Palais présidentiel pour obtenir une entrevue avec le gouvernement, qui se refuse à les recevoir.

**REVUELTOS.** Le 17 mars, un groupe d'environ 400 recontras ("revueltos") démobilisés ont occupé la route panaméricaine au niveau de Sébaco pour exiger du gouvernement le respect des accords passés au moment de leur désarmement, en matière de remise de terres et de bénéfices sociaux.

**ASSASSINATS.** Deux paysans sandinistes ont été assassinés le 7 mars, l'un près de San Juan del Sur (région IV), dans le cadre d'un conflit pour la terre qu'il occupe et qui est réclamée par son ancien propriétaire somoziste, l'autre tué par des recontras près de Muella de los Bueyes (région V).

**LES ENFANTS** doivent être protégés par l'Etat "des travaux susceptibles d'affecter leur développement normal et leur scolarité", déclare la Constitution nicaraguayenne. Ils constituent près de la moitié de la population. 600 000 d'entre eux, âgés de 7 à 15 ans, vivent "en conditions très difficiles", selon le ministère des Affaires sociales. Ils sont victimes de l'exploitation, de mauvais traitements ou sont abandonnés. 100 000 vivent dans la rue et s'intègrent au secteur informel. La majorité des enfants de la rue ont entre 11 et 13 ans et 70 % d'entre eux sont des garçons. 50 000 travaillent comme vendeurs ambulants, 13 000 comme laveurs ou gardiens de voitures, 16 000 vendent des journaux.

**SANTE.** Le nombre d'accouchements effectués à l'hôpital de Managua spécialisé en obstétrique a diminué de moitié au cours des dernières semaines. "Parce que beaucoup de femmes sont parties dans les régions pour les récoltes", assure le directeur de l'hôpital. Mais celui-ci ne dispose plus d'aucun médicament et les patientes doivent les fournir elles-mêmes, si elles le peuvent. Il n'y a non plus ni draps ni vêtements. Les services offerts par l'hôpital se limitent -et encore!- aux soins, au lit et à la nourriture. Dans un autre hôpital de Managua, certains médicaments sont vendus au plus offrant.

**CITOYENS AMERICAINS.** L'ambassadeur des Etats-Unis Harry Shlaudeman a plaidé pour la restitution d'une centaine d'entreprises à leurs anciens propriétaires somozistes, aujourd'hui citoyens des Etats-Unis. Le Secrétaire d'Etat James Baker avait déjà fait une démarche dans le même sens auprès de la présidente Chamorro en janvier dernier.

**EL SALVADOR.** Selon le vice-ministre de la Défense, au cours des douze ans de guerre, 10 000 membres des Forces Armées ont été tués et 25 000 blessés, dont 7 000 sont aujourd'hui infirmes des suites de leurs blessures.

**EL SALVADOR.** Les organisations populaires ont appelé à l'ouverture du forum de concertation économique et sociale prévu par les accords de paix. Le patronat s'y refuse sous prétexte que les accords ne sont pas respectés par la guérilla en ce qui concerne l'occupation des terres et que les conditions ne sont pas réunies pour ouvrir la discussion.

**HAITI.** Le président Nérette, mis en place après le coup d'Etat, a déclaré qu'il ne céderait pas la place à Aristide et que les accords passés à l'OEA étaient illégaux. "Abandonner la présidence serait abandonner le pays à une ambition peu salutaire", a-t-il estimé. Le général putschiste Raul Cedras a prétendu que l'Armée ne prenait pas position dans ce conflit. Le Parlement, soumis aux militaires, a repoussé à une date ultérieure la décision quant au retour d'Aristide.

**COSTA RICA.** Ce pays que certains présentent comme la "Suisse de l'Amérique centrale" a quelques problèmes : de source officielle, 28 % de sa population est en situation de pauvreté et les salaires ont connu une baisse de 10 % depuis un an. D'autre part, de larges secteurs de la population ont protesté contre une "militarisation" de la Police, dont certains corps sont entraînés en Israël, au Chili et à Taïwan, après qu'un commando de la garde civile destiné à la répression du trafic de drogue a torturé et assassiné deux présumés trafiquants.

**CUBA N'EST PAS SEUL.** Un vaste mouvement de solidarité s'organise sur tout le continent latino-américain. Le Commandant du FMLN Shafick Handall s'est rendu sur l'île pour rendre hommage au soutien apporté au peuple salvadorien. Les syndicats péruviens ont constitué le Mouvement syndical de solidarité avec Cuba pendant que 19 organisations populaires brésiliennes organisent des brigades de travail agricole au sud de La Havane. Au Mexique, le mouvement dirigé jusque-là par Monseigneur Mendez Arceo, récemment décédé, ne relâche pas son appui. Ces activités s'étendent maintenant à la plupart des pays latino-américains et le Comité de solidarité nicaraguayen s'est à son tour lancé dans la campagne "Une goutte de pétrole pour Cuba" avec l'appui de certaines organisations populaires. -(ANN)

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; Institutions 1 300 F)  
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS  
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; Institutions 1 300 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.  
Un paiement semestriel est possible.  
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin  
Tel : 505 2 27253.